

Non, le dossier « retraites » n'est pas clos.

D'abord parce que nous allons régulièrement en reparler en rappelant nos positions. Celles-ci seront fondées sur la nécessité de garantir pour toutes les générations la retraite par répartition et le code des pensions civiles et militaires. Ce qui impose un changement d'orientation dans la politique économique, fiscale et budgétaire. Changement, par ailleurs, indispensable compte tenu de la crise du système capitaliste. Cela vaut au niveau national, européen et international.

Ensuite parce qu'il y aura un débat vif entre ceux qui, comme nous, sont attachés, tout en les garantissant, aux fondements du système par répartition et ceux qui voudraient passer à un système par points ou comptes notionnels, source d'individualisation et de développement de la capitalisation.

Ceux là parlent de réforme « systémique » (cf. CFDT) des retraites quand, nous, nous parlons de réformer le système capitaliste, la nuance est de taille. Il y a ceux qui accompagnent le capitalisme et y adaptent le social et ceux qui veulent garantir le social en y adaptant le capitalisme.

Enfin, parce que cette contre-réforme n'est même pas équilibrée financièrement. Dans cette logique, en 2018, une nouvelle dégradation des droits des salariés et retraités est à craindre.

Ce document est un récapitulatif de février 2010 à novembre 2010 des positions et actions des uns et des autres sur le dossier « retraites ».

Avec le recul il faut être de mauvaise foi pour ne pas constater que les positions de FORCE OUVRIERE étaient, non seulement, les plus claires et régulières, mais aussi les plus pertinentes.

Quand nous avons revendiqué le retrait c'est bien parce que nous étions sur une logique opposée à celle du gouvernement. D'autres (CGT, CFDT) parlaient, eux, de réécrire le texte, ce qui signifiait qu'ils n'en contestaient pas la logique.

Quand nous proposons un appel commun à 24 heures de grève franche public/privé, c'est que nous savions que pour faire reculer le gouvernement il ne suffirait pas de manifester et de débrayer.

Cette proposition a régulièrement été repoussée par le duo CGT/CFDT.

Effectivement, ce n'est pas la même chose d'appeler à manifester et à des grèves ou arrêts de travail et d'appeler les salariés du public et du privé à cesser, 1 jour donné, massivement le travail.

La différence c'est que si cet appel commun est réussi, alors la question se pose partout et au niveau national de la généralisation. C'est bien une différence importante, de même nature qu'entre retrait et réécriture.

Même si on ne refait pas l'histoire, on peut légitimement penser qu'un appel de ce type, juste après le 12 octobre et le début des actions diverses (grèves reconductibles, débrayages, blocages, etc) aurait été entendu et aurait permis d'instaurer le rapport de force obligeant le gouvernement à revoir sa copie.

Nous avons toujours expliqué également que pour être pleinement efficace, cet appel ne pouvait provenir d'une ou deux organisations, mais de l'ensemble des syndicats.

A chacun maintenant de se forger son propre jugement sur le sens de ce que le gouvernement appelle la responsabilité syndicale. Ajoutons que le mouvement des manifestations a été inédit et important et que le soutien de la population a été très fort. Les syndicats et militant(e)s FORCE OUVRIERE y ont pris toute leur part avec détermination.

D'aucuns peuvent aussi s'étonner du duo CGT/CFDT, notamment compte tenu des divergences en matière de propositions concernant les retraites.

En fait, ce duo n'a rien à voir avec le dossier « retraites » mais a tout à voir avec la représentativité syndicale et les modifications en la matière voulue par le patronat, la CGT, la CFDT et le gouvernement.

Certes, cela passe au-dessus de la tête de nombre de salariés pour qui « l'unité syndicale » est toujours un espoir. Mais, nous ne confondons pas action commune (ou unité d'action) avec la mise en place d'une structure permanente de type holding syndical que les intéressés nomment eux-mêmes maintenant « l'intersyndicale nationale » dont ils finiront, comme la FSU l'a proposé, par définir un logo commun construisant de fait le syndicat unique.

Depuis le début et avant la position commune et la loi, nous avons toujours expliqué que l'objectif n'était pas la « démocratie sociale » mais l'élimination de certaines organisations syndicales.

Nous avons appelé cela « le bal des hypocrites ». « L'intersyndicale » se situe dans la logique de cet objectif et constitue un marchepied vers le syndicat unique constitué en tendances.

C'est aussi pour cette raison que nous n'en ferons jamais partie et que nous ne confondons pas unité d'action, toujours souhaitable, et unicité syndicale, toujours dangereuse.

En quelque sorte, dans l'unité d'action chacun conserve sa liberté, dans l'intersyndicale on s'enferme.

Les travailleurs ne constituent pas une clientèle avec des entreprises syndicales qui pratiquent des OPA pour terminer sur un monopole. La liberté et l'indépendance syndicales ne s'usent que si l'on ne s'en sert pas.

Précisons encore que le duo ainsi formé, et par ailleurs bien relayé par certains médias, perdurera dans « l'intersyndicale », avec des hauts et des bas, au moins jusqu'en 2013.

Ce n'est pas un hasard si « l'intersyndicale » a déjà décidé de passer à d'autres thèmes (emploi, salaires, etc) avant que les manifestations du 6 novembre aient eu lieu.

Depuis plusieurs mois, nous avons eu une ligne de conduite et des positions adoptées à l'unanimité dans nos instances.

Aujourd'hui, nous n'entendons participer ni à une stratégie d'oubli des retraites ou de diversion, ni à une stratégie d'épuisement des salariés.

Nous marquons notre disponibilité à participer pleinement à la construction d'un vrai rapport de force.

Mais, y compris par respect pour tous les salariés qui ont manifesté et fait grève, nous ne participerons pas à une décrue de la mobilisation.

Tout le monde a bien compris qu'un esprit de résistance et de reconquête s'est installé. Nous entendons le préserver dans les semaines à venir sur tous les dossiers, y compris les retraites. Ce conflit va laisser des traces profondes.

Les militant(e)s FORCE OUVRIERE s'y sont pleinement engagés, par conviction et détermination, soutenus par toutes les structures FORCE OUVRIERE. Ils peuvent légitimement en être fiers. Ils n'ont rien cédé et ont tenu le langage de la vérité.

∞ ∞ ∞

FORCE OUVRIERE continuera à être ce qu'elle est depuis qu'elle existe : une organisation indépendante composée d'hommes et de femmes libres et fiers d'être dans un syndicat qui reste un syndicat.

A nous tous, individuellement et collectivement, d'accentuer la syndicalisation partout.

Amitiés syndicalistes.

*Jean-Claude MAILLY
Secrétaire Général*